

Pouvoir d'emprunt

disait un rapport de la Commission sur les pratiques restrictives du commerce concernant la concurrence dans le secteur pétrolier:

Petro-Canada donne au gouvernement la possibilité de réduire les entraves à la concurrence et ce qu'il en coûterait au public, non seulement sans avoir besoin de recourir à des mesures législatives, mais aussi de façon beaucoup plus soutenue que l'on ne pourrait le faire par cette voie.

Tout le monde dit au gouvernement que Petro-Canada a un rôle à jouer. Même ses pires ennemis dans l'Ouest, s'ils étaient honnêtes avec vous, vous diraient que Petro-Canada a eu de bons côtés pour le secteur énergétique et l'économie en général.

Il me semble que nous sommes dans une situation assez effrayante. Nous ne savons pas ce qui va arriver. La situation n'a pas évolué dans le secteur énergétique de l'ouest du Canada. La situation est la même: il y a toujours un marasme dans le secteur pétrolier et gazier. Ce marasme est responsable de la baisse des activités de prospection et de la diminution du nombre de puits forés: 12 000 en 1985, la moitié de cela en 1986. Les prévisions pour 1987 indiquent que le nombre de puits sera encore plus bas cette année.

• (1600)

L'avenir n'est pas très encourageant et l'une des raisons c'est que les gens n'ont pas confiance dans le gouvernement. Ils se sentent trahis. Ils ont appuyé le gouvernement pensant qu'il comprenait, et qu'il présenterait une politique qui les aideraient. Ils sont maintenant complètement écoeurés d'avoir été bernés par ce gouvernement conservateur.

Ce n'est d'ailleurs pas vrai seulement de la situation dans l'Ouest, c'est la même chose dans la région atlantique et pas uniquement dans le secteur énergétique. En raison des élections dans Saint-Jean-Est, le gouvernement a dit à Petro-Canada qu'il voulait quelque activité dans Terra Nova et dans le bassin d'Avalon. Cette même société qui ne doit pas être un outil de politique publique, qui doit être totalement indépendante, a transporté les deux ministres à Terre-Neuve pour qu'ils puissent annoncer que l'on forerait deux puits de délimitation. Cette nouvelle a fait naître l'espoir et a conduit les gens de Terre-Neuve à penser que l'on exploiterait les réserves de gisement de Terra Nova. C'est de la pure spéculation, car le gouvernement n'a pas l'intention de faire quoi que ce soit dans l'intérêt des gens de Terre-Neuve ou des autres Canadiens. Ce sera la catastrophe si le gouvernement ne remplit pas cet engagement, mais Petro-Canada est en train de se retirer complètement du secteur, sauf, ce qui est plutôt ironique, là où le gouvernement lui a dit qu'elle doit annoncer une activité quelconque.

Le développement régional au Canada est une appellation tout à fait erronée sous le gouvernement actuel puisqu'il n'a aucune politique d'expansion régionale. Le seul développement régional qui l'intéresse consiste à renforcer son assise. Il a tout à fait oublié les besoins des Canadiens de l'Atlantique et des régions défavorisées. Il affecte des fonds de temps à autre, mais il ne s'en sert jamais. Il ne fait rien pour garantir que les fonds affectés sont utilisés à bon escient en vue d'aplanir les disparités économiques.

Le gouvernement actuel est devenu d'une arrogance incroyable après seulement deux ans au pouvoir. Il ne s'intéresse nullement aux Canadiens ou à leurs problèmes.

M. Henderson: Monsieur le Président, je remercie mon collègue, le député de Cape Breton—The Sydneys (M. MacLellan) de son excellent discours. Il a très clairement expliqué sa position relativement à l'industrie pétrolière et montré que le gouvernement n'a pas réussi à aider l'industrie pétrolière. De toute évidence, l'exposé budgétaire et le projet de loi sur le pouvoir d'emprunt que nous étudions aujourd'hui ne répondent pas aux besoins de cette industrie.

Je voudrais poursuivre où le député a terminé et parler des disparités régionales. Le député est originaire du Cap-Breton et il sait très bien, je pense, que le gouvernement a échoué totalement pour ce qui est de créer des emplois dans la région de l'Atlantique. Les programmes qui ont été annoncés n'étaient des programmes que de nom. Ils n'ont rien donné de concret.

Dans ma propre province de l'Île-du-Prince-Édouard, le taux de chômage en janvier 1987 était plus élevé qu'il ne l'avait été depuis 1982. Il a maintenant atteint 14,6 p. 100, mais le député sait fort bien que cela ne reflète pas vraiment la situation. Les taux de chômage sont désaisonnalisés et ne tiennent pas compte des membres de l'industrie de la pêche et des autres travailleurs qui reçoivent des prestations de l'assurance-chômage.

Je voudrais que le député commente le refus du gouvernement à mieux financer l'enseignement postsecondaire. Des étudiants de ma province sont venus me voir pour me faire part de leur mécontentement profond relativement à la façon dont le gouvernement finance les programmes établis. Les frais de scolarité à l'Université de l'Île-du-Prince-Édouard sont parmi les plus élevés au Canada. L'an dernier, les droits d'inscription étaient de 1 480 \$ plus d'autres frais obligatoires et le coût des livres. Si on ajoute à cela les frais de subsistance et la pénurie d'emplois pour les étudiants dans les provinces de l'Atlantique, les jeunes de la région de l'Atlantique ne peuvent pas faire d'études faute de financement suffisant du gouvernement. Le gouvernement n'investit pas dans l'un des meilleurs secteurs que je connaisse, c'est-à-dire l'avenir de nos jeunes.

Les habitants de la région de l'Atlantique ont été totalement laissés pour compte dans le domaine de l'enseignement postsecondaire comme dans bien d'autres. J'ai entendu des député ministériels parler ce matin de ramener le déficit de 32 à 29,5 milliards de dollars, selon les prévisions. Cependant, si l'on y regarde de plus près, on constate que la réduction est essentiellement due aux augmentations d'impôt et non à des économies visibles. Le gouvernement économise un cent et en prodigue mille. Son Cabinet est le plus important que nous n'ayons jamais vu même si, pratiquement toutes les semaines, un ou deux ministres disparaissent pour une raison ou une autre, mais ils sont continuellement nommés à un nouveau poste. Je pourrais en dire long sur la façon dont le gouvernement gaspille l'argent du contribuable tout en effectuant des compressions qui nuiront à l'avenir et à la viabilité à long terme de notre pays et surtout en sabrant dans des programmes qui touchent l'éducation des jeunes.